



Les **GREAF**

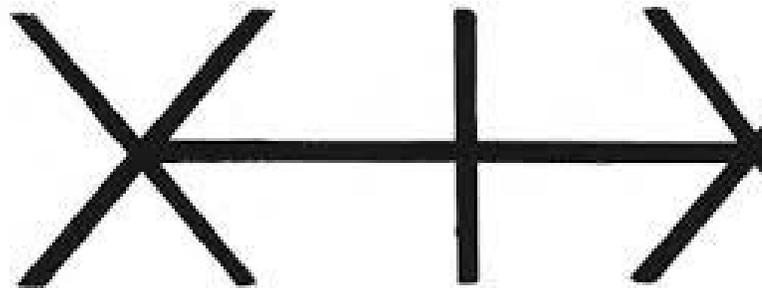
*Cahiers*

**Groupe de recherche en économie appliquée et théorique**

N° 79

*" Réfléchir à changer "*

Janvier – Mars 2022



## De la chefferie traditionnelle, entre influence et position

Wélé Fatoumata Binta Sow

---

## Table des matières

Résumé .....	1
Introduction .....	2
1. Influences des chefs coutumiers.....	3
1.1. Domaines d'influence des chefs coutumiers .....	3
1.2. Plus ou moins d'influence des chefs coutumiers dans la gouvernance locale .....	5
2. Perceptions des chefs coutumiers .....	6
2.1. Intérêt défendu par les chefs traditionnels .....	6
2.2. Confiance aux personnes/institutions.....	8
2.3. Performance des personnes/institutions .....	10
2.4. Ecouter la sagesse des aînés versus les idées nouvelles des jeunes .....	10
2.5. Ecouter ce que les gens ont à dire .....	11
3. Positions des chefs coutumiers.....	12
3.1. Chefs coutumiers et vote des électeurs .....	12
3.2. Chefs coutumiers et dirigeants élus .....	13
3.3. Chefs coutumiers et démocratie .....	14
Conclusion.....	15
Références bibliographiques .....	16

## Résumé

Le dosage entre les formes traditionnelles et modernes des choix des chefs est plus que jamais un impératif. C'est dans cette symbiose que se trouveront les bases d'une gouvernance utile. La chefferie traditionnelle au Mali ne peut plus être uniquement tenue pour "traditionnelle" et considérée comme un vestige du passé. Les chefs traditionnels maliens constituent des acteurs majeurs du système politique du pays.

Les résultats ci-dessous sont issus des enquêtes Afrobarometer 2020 de la perception des populations sur la chefferie traditionnelle au Mali :

- Selon les régions, le milieu, le sexe, le niveau d'éducation et la pauvreté vécue, tous les répondants ont la même opinion que l'influence des chefs coutumiers dans la gouvernance locale au Mali devrait augmenter.
- Le milieu, le niveau d'éducation et la pauvreté vécue n'ont pas d'impact sur leur affirmation que les chefs traditionnels défendent les intérêts de leurs communautés (plus de 50%).
- Ils sont plus de 8 maliens sur 10 à penser que les chefs traditionnels ont plus d'influence dans la résolution des conflits locaux, encore plus en milieu rural (89%) qu'en milieu urbain (72%).
- De toutes les personnes et institutions, les ruraux ont plus confiance aux chefs traditionnels (87%) et moins confiance aux partis de l'opposition (37,5%) et aux cours et tribunaux (37,5%).
- Quel que soit le sexe, ils sont plus de 8 maliens sur 10 à avoir confiance aux chefs traditionnels. Ils sont aussi plus de 8/10 d'hommes à avoir confiance aux leaders religieux contre plus de 7/10 de femmes.
- Les citoyens sont un peu critiques de la performance de leurs dirigeants particulièrement de leurs députés (70%). Quant aux chefs traditionnels, ils sont beaucoup plus nombreux (76%) à apprécier leur façon de faire.
- La sagesse des personnes âgées est beaucoup appréciée par les répondants (74,5%) et ils sont 22% à dire oui aux idées nouvelles des jeunes mais si le niveau d'éducation agit négativement en défaveur de l'écoute de la sagesse des aînés.
- L'écoute de la sagesse des aînés est plus grande en milieu rural (78%) qu'en milieu urbain (66%).
- Ils sont presque 8 maliens sur 10 à affirmer que les chefs traditionnels accordent le temps d'écoute à leur peuple et 3/10 à affirmer pour les députés qui ont été élus par leurs communautés.
- Au Mali, ils sont 76% à affirmer que les chefs traditionnels devraient rester en dehors de la politique c'est-à-dire neutres et 22% à affirmer qu'ils devraient donner des consignes de vote aux personnes de leurs communautés.
- Dans toutes les régions du Mali (63% - 90%) et selon le milieu (rural, 83% et urbain, 64%), ils affirment plus que les chefs traditionnels travaillent plutôt en coopération avec les dirigeants élus pour faire avancer les choses.
- Dans tout le pays, plus de 6 maliens sur 10 pensent que les chefs traditionnels renforcent la démocratie contre près de 1 malien sur 10 à penser le contraire.

## Introduction

Les chefferies traditionnelles en Afrique et au Mali en particulier, ont participé et participent de près ou de loin à la construction de l'Etat en Afrique. Le Mali précolonial, qui a vu se succéder un nombre impressionnant d'empires et de royaumes, a été le théâtre de l'émergence de l'Etat sous diverses formes. En effet, les Etats médiévaux de Ghana, Mali, Songhaï, ont mis au point, au fil des siècles, des systèmes politiques très élaborés, qui ont fait leurs preuves en matière d'administration des communautés et de leurs territoires (Camara Y, 2021). L'autorité coutumière est reconnue, elle est dévolue conformément à la coutume locale, pour autant que celle-ci ne soit pas contraire à la Constitution, à la loi, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Les autorités traditionnelles et religieuses sont les différentes références locales, sociales, légales, coutumières et historiques et sont une réalité décentralisée et localisée au Mali. En effet, "au Mali, les arènes locales sont composées d'une hiérarchie de pouvoirs locaux et de pouvoirs d'Etat qui s'assemblent et se superposent entre eux" (SDC/IDS/Helvetas/Swisspeace, 2015), ce qui donne lieu à un système de gouvernance hybride administratif, électif et traditionnel. Le pouvoir de ces autorités ne s'exerce en effet que très localement. La réalité est propre à chaque localité et peut varier d'un village à l'autre.

Le système de gouvernance décentralisé n'a pas réussi à combler le fossé entre l'Etat et les citoyens notamment dans les zones rurales, ni à répondre efficacement à leurs demandes de développement durable. La légitimité de l'administration a, bien au contraire, pris un sérieux coup dans tout le pays en 2012-2013 pendant l'insurrection armée au nord du Mali et le coup d'Etat militaire.

Les enquêtes Afrobaromètre (round 4) au Mali montrent que certaines institutions traditionnelles bénéficient plus de la confiance des citoyens que les institutions démocratiques. En effet, les chefs coutumiers et les leaders religieux recueillent respectivement 82 et 85% de taux de confiance parmi les maliens (Coulibaly M, Koné F, 2011).

La démocratie est supposée être un système autonome et autorégulé à travers ses différentes institutions qui par leur fonctionnement normal conduisent au bien être de la collectivité. Dans les pays africains, la démocratie est relativement récente et doit composer avec les institutions traditionnelles qui, sans être formelles, peuvent avoir encore une importance et une légitimité non négligeables pour les citoyens (Coulibaly M, Koné F, 2011).

Les institutions traditionnelles sont parfois plus légitimes que les institutions démocratiques aux yeux des communautés. Elles se retrouvent mieux dans ces institutions que dans celles de la République et leur attribuent un poids non négligeable dans leurs décisions.

Le présent article se base sur les entretiens réalisés par Afrobarometer en 2020 au Mali sur toute l'étendue du pays et est réparti en trois parties, la première est l'influence des chefs traditionnels, la seconde concerne les perceptions des chefs coutumiers et la dernière sur les positions des chefs coutumiers. Afrobarometer, faut-il le rappeler, est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Il réalise des entretiens en face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. L'équipe Afrobarometer au Mali, conduite par le Groupe

de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT), s'est entretenue avec 1.200 adultes maliens en mars-avril 2020. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de  $\pm 2.5$  points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. En raison de leur poids dans la population totale du Mali, les petits échantillons dans les régions peu peuplées (e.g. Kidal, Gao et Tombouctou) produisent des résultats avec de très larges marges d'erreur. Lesdits résultats devraient être interprétés avec précaution.

## **1. Influences des chefs coutumiers**

Il existe de nombreuses ethnies au Mali, ce qui a pu engendré une diversité culturelle, des coutumes qui varient d'une ethnie à une autre avec de différents systèmes de justice coutumiers.

La justice moderne est souvent perçue par les autorités coutumières et même par l'administration comme "source de problème", parce qu'elle tranche plutôt que d'essayer de trouver une solution conciliante. La justice coutumière peut donc être vue comme première étape avant d'entrer dans le système judiciaire étatique.

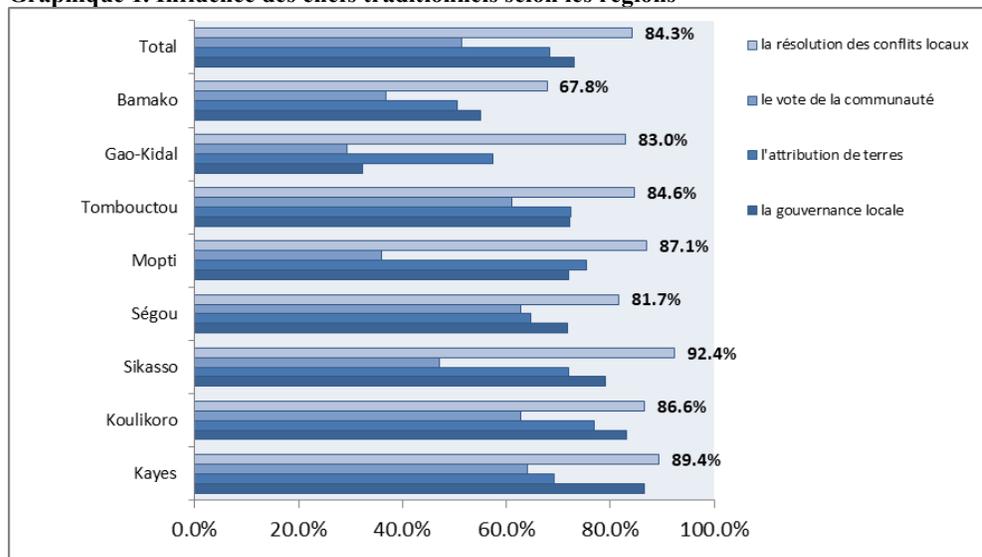
De façon coutumière, la terre et les autres ressources appartiennent toujours à une communauté, même si les ressources ne sont pas forcément exploitées. C'est dans ce domaine que le droit positif reconnaît le plus explicitement le rôle du droit coutumier et des autorités traditionnelles notamment dans le code minier, le code foncier et la loi d'orientation agricole. L'idée des commissions foncières, par exemple, est de gérer les conflits fonciers localement à travers les coutumes reconnues avant qu'ils ne soient portés devant la justice. Les commissions foncières sont notamment en charge de créer des conventions locales. Ce sont des droits coutumiers fonciers que l'administration reconnaît après avoir constaté et confirmé la teneur de la coutume.

Tant en milieu urbain qu'en milieu rural, les mairies mais aussi les chefs de village, de quartier et de fraction sont les personnes qui distribuent les avertissements des taxes de développement régional et local (TDRL) dues à la municipalité au sein de leur communauté.

### **1.1. Domaines d'influence des chefs coutumiers**

Selon la localité, il peut exister toute une série d'autorités traditionnelles basées sur le savoir notamment par rapport à une tradition ou un métier spécifique. Les chefs traditionnels ont des rôles dans la vie politique et la gouvernance du pays qui peuvent être plus ou moins influents dans différents domaines.

**Graphique 1. Influence des chefs traditionnels selon les régions**

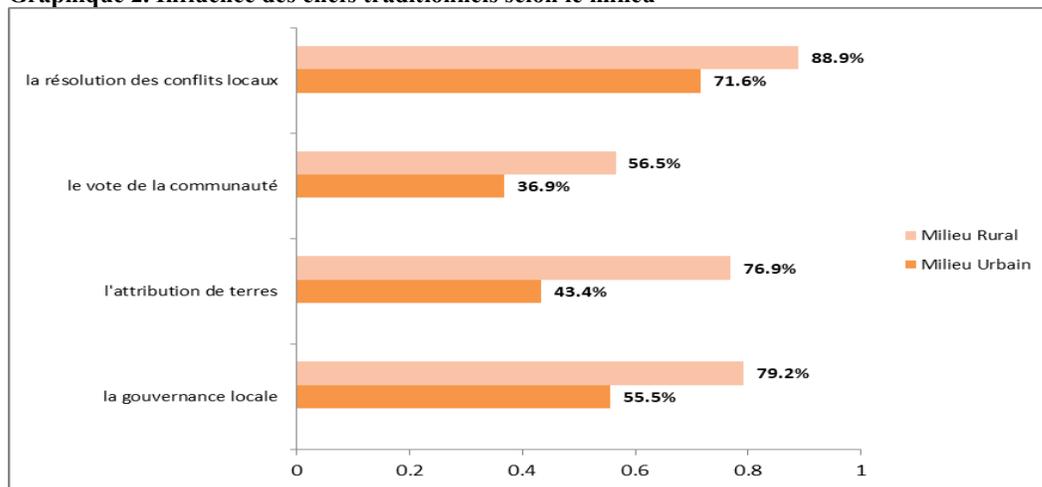


Question posée aux répondants. A quel point les chefs traditionnels influencent-ils actuellement chacun des domaines suivants:

- A. La gouvernance de votre communauté locale?
- B. L'attribution de terres?
- C. Le vote des membres de leurs communautés?
- D. La résolution des conflits locaux?

Dans toutes les régions du Mali à part Bamako (68% tout de même), ils sont plus de 8 maliens sur 10 à penser que les chefs traditionnels ont plus d'influence dans la résolution des conflits locaux. Partout dans le pays, le vote de la communauté (51%) est moins influent de par les chefs traditionnels que la résolution des conflits locaux (84%), la gouvernance locale (73%) et l'attribution des terres (68%).

**Graphique 2. Influence des chefs traditionnels selon le milieu**

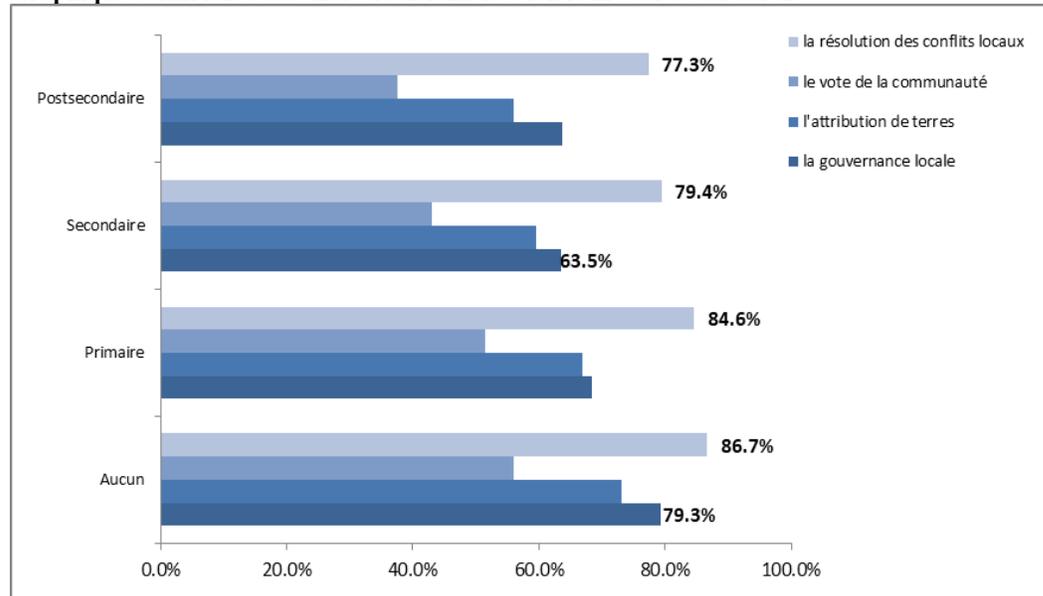


Question posée aux répondants. A quel point les chefs traditionnels influencent-ils actuellement chacun des domaines suivants:

- A. La gouvernance de votre communauté locale?
- B. L'attribution de terres?
- C. Le vote des membres de leurs communautés?
- D. La résolution des conflits locaux?

Il y a plus d'influence des chefs traditionnels en milieu rural qu'en milieu urbain. Ils sont 89% en milieu rural contre 72% en milieu urbain à penser que les chefs traditionnels ont beaucoup d'influence dans la résolution des conflits locaux. Ils sont presque 8 maliens sur 10 en milieu rural contre plus de 5 sur 10 en milieu urbain à dire que les chefs traditionnels sont influents dans la gouvernance locale.

**Graphique 3. Influence des chefs traditionnels selon le niveau d'éducation**



*Question posée aux répondants. A quel point les chefs traditionnels influencent-ils actuellement chacun des domaines suivants:*

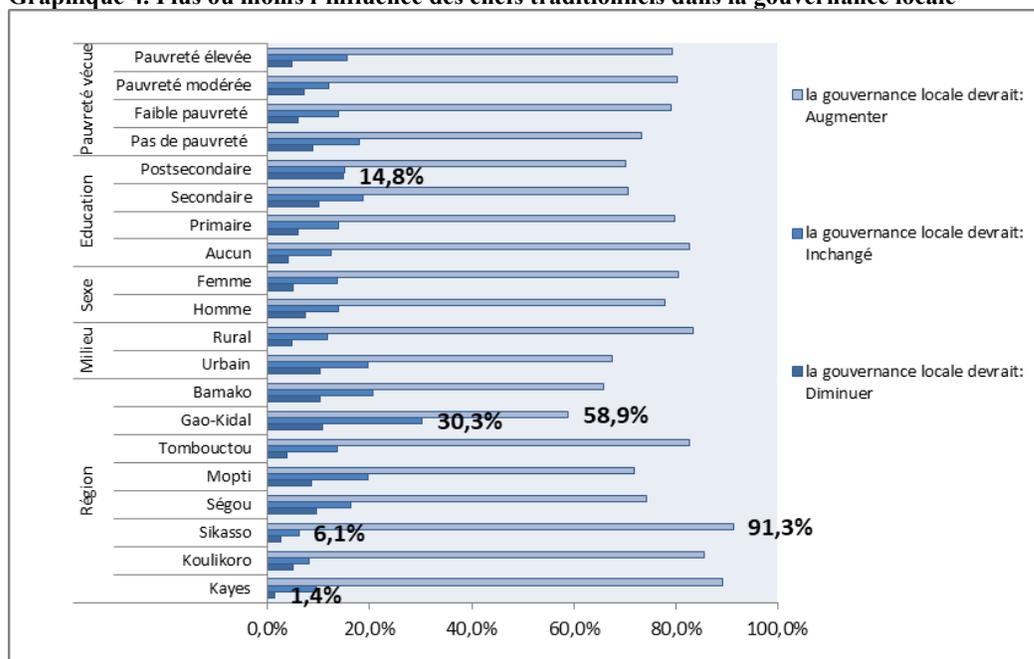
- A. La gouvernance de votre communauté locale?
- B. L'attribution de terres?
- C. Le vote des membres de leurs communautés?
- D. La résolution des conflits locaux?

Quel que soit le niveau d'éducation, ils sont tous unanimes que les chefs traditionnels ont plus d'influence dans la résolution des conflits locaux (aucun (86,7%), primaire (84,6%), secondaire (79,4%) et postsecondaire (77,3%)) par rapport aux autres domaines. Le pourcentage diminue au fur à mesure que le niveau d'éducation s'élève.

## 1.2. Plus ou moins d'influence des chefs coutumiers dans la gouvernance locale

Comme dans tout processus d'ordre social, les élites sont appelées à jouer un rôle décisif dans la gestion des affaires locales. Ces élites locales, qu'elles soient modernes (responsables d'associations de développement, fonctionnaires "ressortissants" de la région, députés, etc.) ou traditionnelles (chefs traditionnels, notables, etc.), peuvent se présenter soit comme des facteurs de changement social, soit, au contraire, se révéler de puissants facteurs de freinage, voire de blocage des changements attendus.

**Graphique 4. Plus ou moins l'influence des chefs traditionnels dans la gouvernance locale**



Q87E. Pensez-vous que l'influence des chefs traditionnels dans la gouvernance de votre communauté locale devrait augmenter, rester au même niveau, ou diminuer? [Sonder la force de l'opinion.]  
 Augmenter beaucoup Augmenter un peu Rester au même niveau Diminuer un peu Diminuer beaucoup

Selon les régions, le milieu, le sexe, le niveau d'éducation et la pauvreté vécue, tous les répondants ont la même opinion que l'influence des chefs coutumiers dans la gouvernance locale au Mali devrait augmenter.

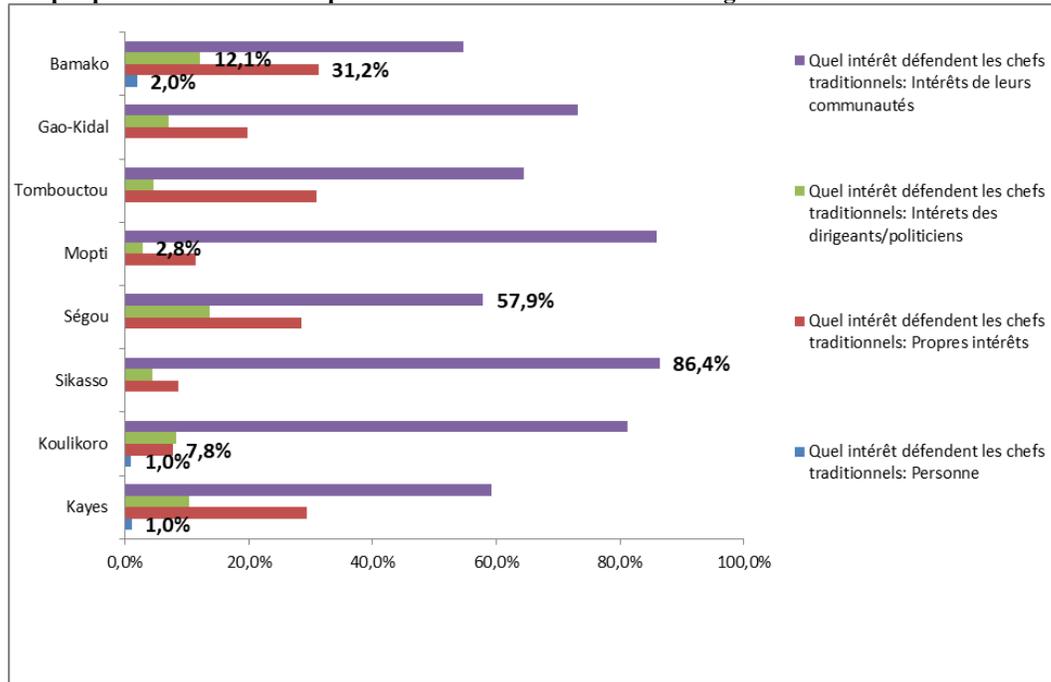
## 2. Perceptions des chefs coutumiers

La base de la légitimité des autorités traditionnelles est le plus souvent décrite par le respect qui se combine avec le principe de la gérontocratie, de la séniorité et d'autochtonie. Les bases de légitimité dépendent aussi de la coutume locale. Dans certaines traditions, notamment peuhle, lorsqu'un chef est choisi, il recevra de la nourriture et des biens de la communauté, parce que sa légitimité découle aussi de son statut social aisé.

### 2.1. Intérêt défendu par les chefs traditionnels

Les chefs traditionnels représentent leurs populations et défendent convenablement les intérêts de celles-ci. L'autorité traditionnelle exige la soumission des individus à une relation où le devoir est justifié par la tradition, les usages transmis par les précédents. Ceux-ci ne peuvent être mis en doute sous peine de rompre avec le groupe et la pression sociale est telle que le droit individuel est réduit au profit du groupe. L'individu n'existe pas, il est un élément quelconque du groupe et donc il n'existe qu'un type de relation interpersonnel pour chaque individu, facilitant donc sa prise de conscience et forçant son consentement par la pression sociale.

**Graphique 5. Intérêt défendu par les chefs traditionnels selon les régions**



Question posée aux répondants. Laquelle des trois affirmations suivantes est la plus proche de votre propre opinion? [Lire à haute voix les affirmations. Choisir seulement une option.]

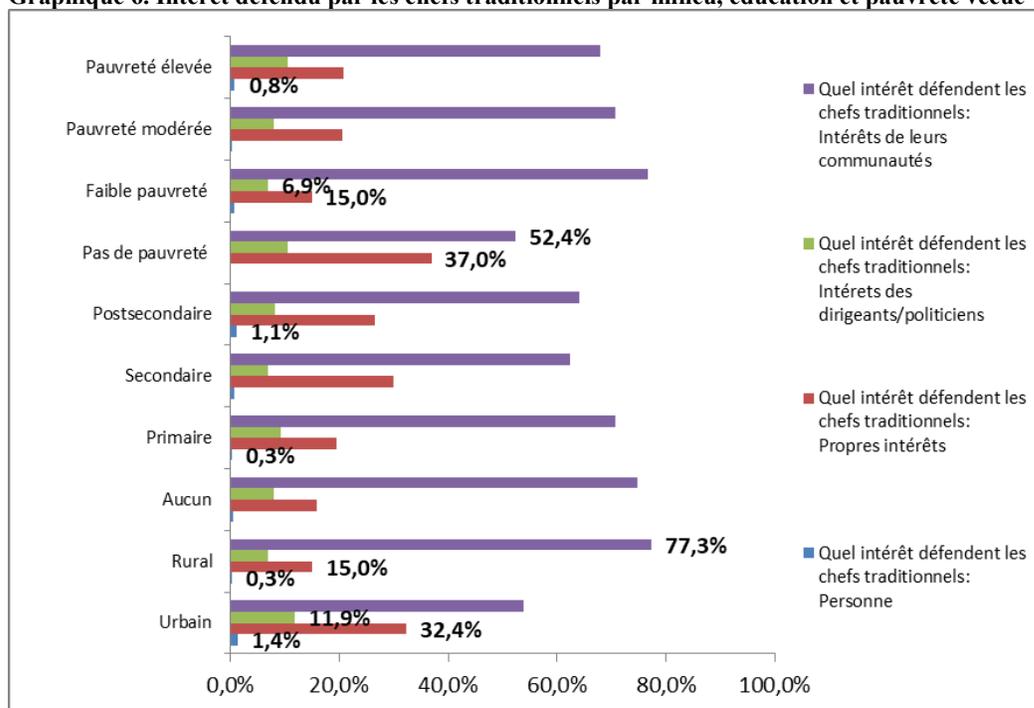
Affirmation 1: Les chefs traditionnels cherchent plutôt ce qui est mieux pour les gens de leurs communautés.

Affirmation 2: Les chefs traditionnels servent plutôt les intérêts des politiciens et des dirigeants au pouvoir.

Affirmation 3: Les chefs traditionnels défendent plutôt leurs propres intérêts personnels.

Au Mali, ils sont plus de 50% jusqu'à 86% de différentes régions à affirmer que les chefs traditionnels défendent les intérêts de leurs communautés. A part Bamako (2%), Kayes (1%) et Koulikoro (1%), les répondants de toutes les autres régions à 1% à affirmer que les chefs traditionnels ne défendent l'intérêt de personne.

**Graphique 6. Intérêt défendu par les chefs traditionnels par milieu, éducation et pauvreté vécue**



Question posée aux répondants. Laquelle des trois affirmations suivantes est la plus proche de votre propre opinion? [Lire à haute voix les affirmations. Choisir seulement une option.]

Affirmation 1: Les chefs traditionnels cherchent plutôt ce qui est mieux pour les gens de leurs communautés.

Affirmation 2: Les chefs traditionnels servent plutôt les intérêts des politiciens et des dirigeants au pouvoir.

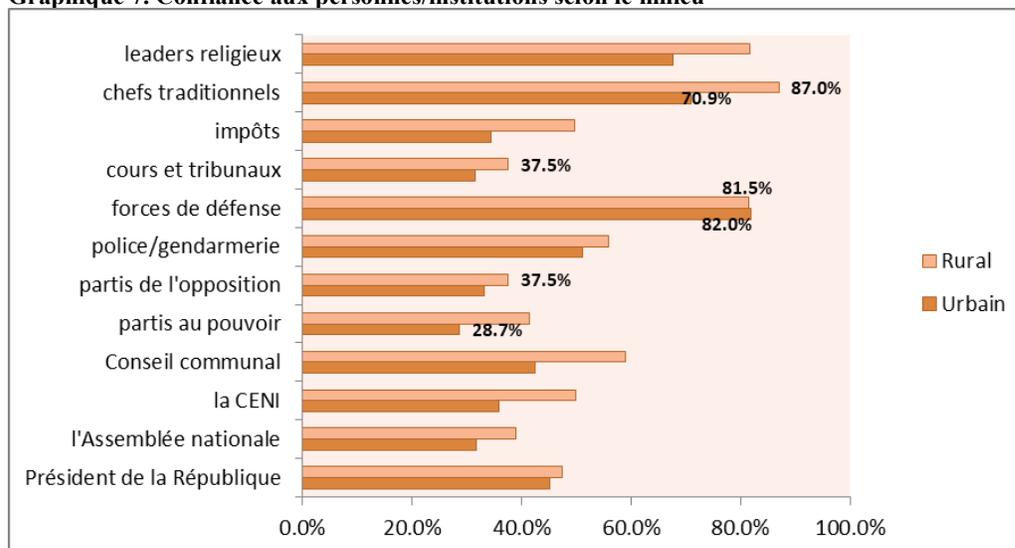
Affirmation 3: Les chefs traditionnels défendent plutôt leurs propres intérêts personnels.

Le milieu, le niveau d'éducation et la pauvreté vécue n'ont pas d'impact sur l'affirmation des sondés selon laquelle les chefs traditionnels défendent les intérêts de leurs communautés (plus de 50%). Ils sont 32% en milieu urbain à dire que les chefs traditionnels défendent leurs propres intérêts contre 15% en milieu rural. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus ils affirment que les chefs traditionnels défendent leurs propres intérêts.

## 2.2. Confiance aux personnes/institutions

La confiance des individus envers les personnes/institutions sert généralement d'indicateur de l'action de celles-ci et du fonctionnement des démocraties. Les indicateurs de la confiance aux personnes/institutions fournissent des renseignements sur la relation entre les citoyens et leurs institutions et informent les élus sur la situation des affaires publiques dans le pays.

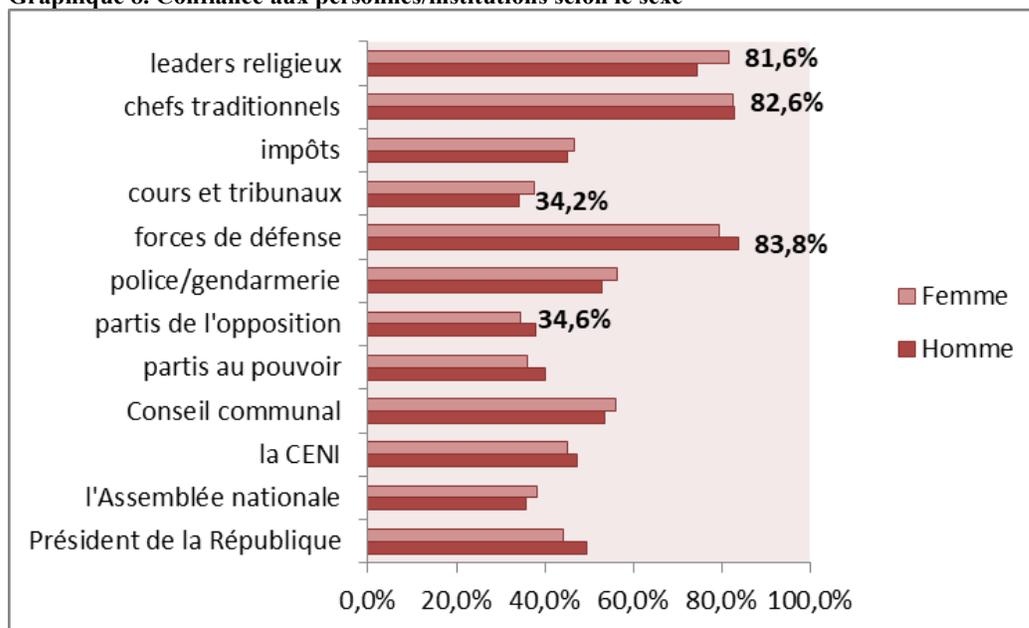
**Graphique 7. Confiance aux personnes/institutions selon le milieu**



*Question posée aux répondants. A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

La confiance aux personnes/institutions en milieu rural est plus grande qu'en milieu urbain. De toutes les personnes et institutions, les ruraux ont plus confiance aux chefs traditionnels (87%) et moins confiance aux partis de l'opposition (37,5%) et aux cours et tribunaux (37,5%). Quant aux urbains, ils ont plus confiance aux forces de défense (82%) presque au même niveau de confiance que les ruraux (81,5%) et ont moins confiance aux partis au pouvoir.

**Graphique 8. Confiance aux personnes/institutions selon le sexe**



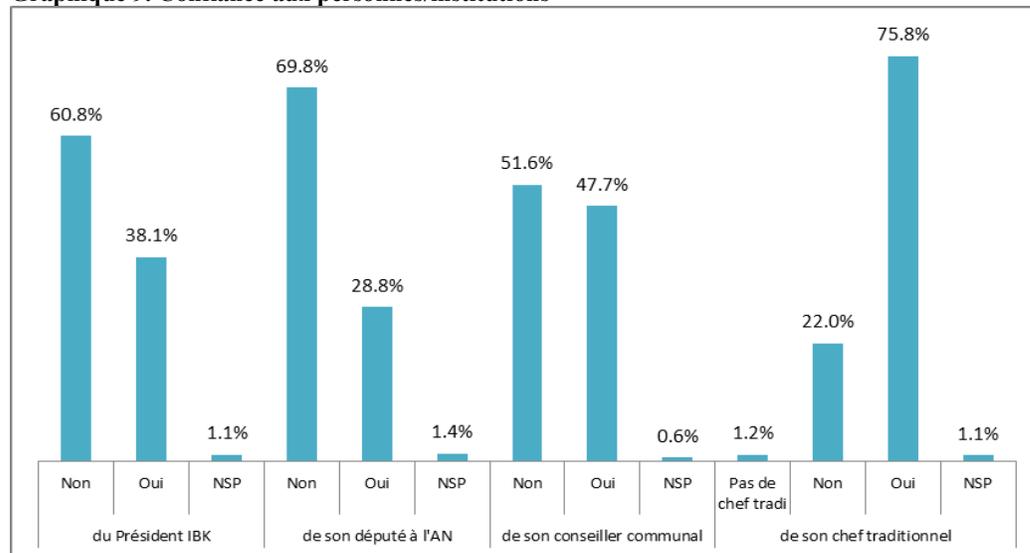
*Question posée aux répondants. A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Les répondants de sexe masculin ont beaucoup plus confiance aux forces de défense (84%) qu'aux autres personnes/institutions contre les répondants de sexe féminin qui sont à 79,5%. Quel que soit le sexe, ils sont plus de 8 maliens sur 10 à avoir confiance aux chefs traditionnels. Ils sont aussi plus de 8/10 d'hommes à avoir confiance aux leaders religieux contre plus de 7/10 de femmes.

### 2.3. Performance des personnes/institutions

Le fonctionnement d'une institution suit une chaîne logique entre intention, actions, effet. On définit les performances d'une institution comme les résultats obtenus à chaque maillon de la chaîne et elles correspondent aux possibilités optimales de l'institution, aux résultats obtenus en termes de définition de principes, d'actions et d'impact. Pour une personne, c'est la capacité qu'elle a pour atteindre les objectifs qu'on lui a fixés ou qu'elle s'est fixés.

**Graphique 9. Confiance aux personnes/institutions**



*Question posée aux répondants. Etes-vous d'accord ou en désaccord avec la performance à leur fonction des personnes suivantes au cours des 12 derniers mois, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?*

Les citoyens sont un peu critiques de la performance de leurs dirigeants particulièrement de leurs députés (70%). Quant aux chefs traditionnels, ils sont beaucoup (76%) à apprécier leur façon de faire.

### 2.4. Ecouter la sagesse des aînés versus les idées nouvelles des jeunes

Que nous soyons disposés ou non à apprécier la sagesse que seules les années leur ont permis d'acquérir, la sagesse des aînés est infinie. Les personnes âgées nous conseillent en fonction de leur propre expérience, de leurs réussites et de leurs échecs et elles en sont riches. Les idées des jeunes constituent une force vive agissant pour le bien commun, et leur énergie, lorsqu'ils ont la possibilité d'exercer leurs droits, leur permet de susciter des changements positifs.

**Tableau 1. Ecouter la sagesse des aînés vs les idées nouvelles des jeunes par région, milieu, sexe et éducation**

	Les aînés	Ni ni	Les jeunes	
Région	Kayes	73,5%	5,8%	20,8%
	Koulikoro	61,5%	5,7%	32,8%
	Sikasso	80,3%	1,0%	18,6%
	Ségou	78,7%	3,7%	17,6%
	Mopti	82,2%	1,3%	16,5%
	Tombouctou	96,4%	0,0%	3,6%
	Gao-Kidal	75,6%	0,0%	24,4%
	Bamako	63,4%	5,9%	30,7%
Milieu	Urbain	65,9%	4,5%	29,6%
	Rural	77,6%	3,1%	19,3%
Sexe	Homme	71,2%	3,7%	25,2%
	Femme	77,9%	3,3%	18,8%
Education	Aucun	79,8%	3,3%	16,9%
	Primaire	74,5%	4,1%	21,4%
	Secondaire	65,7%	2,2%	32,1%
	Postsecondaire	57,1%	4,4%	38,6%
<b>Total</b>	<b>74,5%</b>	<b>3,5%</b>	<b>22,0%</b>	

*Question posée aux répondants. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisissez l’Affirmation 1 ou l’Affirmation 2. [Sonder la force de l’opinion: Etes-vous d’accord ou tout à fait d’accord?]*

*Affirmation 1: Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter la sagesse de nos aînés.*

*Affirmation 2: Pour que notre pays aille mieux, nous devrions davantage écouter les idées nouvelles des jeunes gens.*

La sagesse des personnes âgées est beaucoup appréciée par les répondants (74,5%) et ils sont 22% à dire oui aux idées nouvelles des jeunes. Selon le niveau d’éducation, ils apprécient moins à écouter la sagesse des aînés au fur et à mesure que le niveau s’élève. L’écoute de la sagesse des aînés est plus grande en milieu rural (78%) qu’en milieu urbain (66%). Dans la région de Tombouctou, plus de 9 répondants sur 10 affirment privilégier l’écoute de la sagesse des aînés. L’écoute des idées nouvelles des jeunes est beaucoup appréciée en milieu urbain (30%), à Bamako (31) et le niveau d’éducation postsecondaire (39%).

## 2.5. Ecouter ce que les gens ont à dire

L’écoute est le point de départ de la communication. Avant d’émettre, il faut être capable de recevoir. Bien écouter fait partie des soft skills, et permet de désamorcer des situations de crise, de se concentrer sur le factuel, d’activer l’intelligence collective, en multipliant les points de vue sur le réel.

**Tableau 2. Perceptions d'écoute des personnes de ce que les gens ont à leur dire**

		Les députés	Les conseillers communaux	Les chefs traditionnels
Région	Kayes	12,4%	26,0%	60,8%
	Koulikoro	33,2%	47,2%	80,8%
	Sikasso	54,6%	76,0%	93,8%
	Ségou	26,6%	46,0%	79,4%
	Mopti	19,5%	55,9%	85,6%
	Tombouctou	28,1%	60,1%	86,4%
	Gao-Kidal	15,1%	54,2%	74,1%
	Bamako	24,5%	32,7%	60,1%
Milieu	Urbain	25,5%	37,4%	63,2%
	Rural	30,1%	53,3%	83,0%
Sexe	Homme	28,9%	52,7%	81,3%
	Femme	28,9%	45,6%	74,4%
Education	Aucun	29,9%	50,0%	80,8%
	Primaire	25,8%	48,2%	71,4%
	Secondaire	25,5%	46,3%	77,1%
	Postsecondaire	35,6%	50,8%	80,2%
Total		28,9%	49,2%	77,9%

*Question posée aux répondants. Combien de fois pensez-vous que les personnes suivantes font de leur mieux pour écouter ce que des gens comme vous avez à leur dire?*

Ils sont presque 8 maliens sur 10 à affirmer que les chefs traditionnels accordent du temps d'écoute à leur peuple et seulement 3/10 à l'affirmer pour les députés qui ont été élus par leurs communautés. La région de Sikasso a 94% de répondants qui affirment la disponibilité des chefs traditionnels à écouter ce que les personnes de leurs communautés ont à leur dire, 76% pour les conseillers communaux et 55% pour les députés. Les ruraux ont aussi beaucoup (83%) affirmé l'écoute des chefs traditionnels par rapport aux conseillers communaux et aux députés.

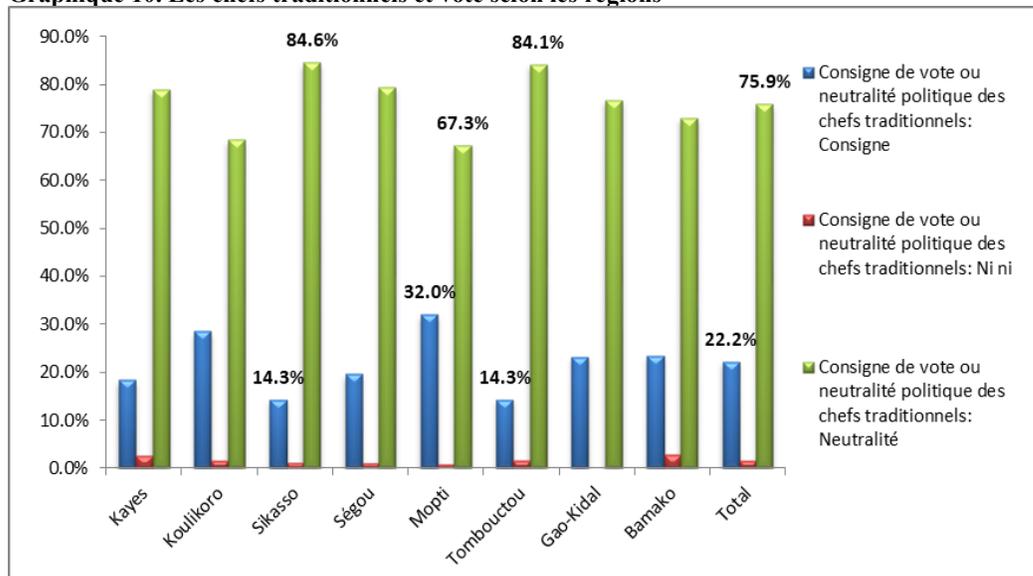
### 3. Positions des chefs coutumiers

Dans un contexte où l'État malien peine à établir sa présence dans de grandes parties du pays, les chefs coutumiers sont largement considérés comme les acteurs de la gouvernance le plus facilement accessibles pour les communautés rurales. Le modèle de dirigeant se construit d'abord dans le cadre du système de gouvernance en vigueur. Il faut que cette gouvernance soit en parfaite adéquation avec les attentes des populations. Pour sa construction, il faut l'association de celles-ci aux prises de décisions, à un moment ou à un autre, si l'on ne veut ignorer la perception que les populations ont de la bonne gouvernance.

#### 3.1. Chefs coutumiers et vote des électeurs

Au Mali, ils sont 76% à affirmer que les chefs traditionnels devraient rester en dehors de la politique c'est-à-dire neutres et 22% à affirmer qu'ils devraient donner des consignes de vote aux personnes de leurs communautés. Ils sont plus de 8 maliens sur 10 dans les régions de Sikasso et de Tombouctou à affirmer la neutralité politique des chefs traditionnels. La région de Mopti a moins (67%) de répondants par rapport aux autres régions en ce qui concerne la neutralité politique des chefs traditionnels et plus (32%) pour la consigne de vote.

**Graphique 10. Les chefs traditionnels et vote selon les régions**



*Question posée aux répondants. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisissez l’Affirmation 1 ou l’Affirmation 2. [Sonder la force de l’opinion: Etes-vous d’accord ou tout à fait d’accord?]*

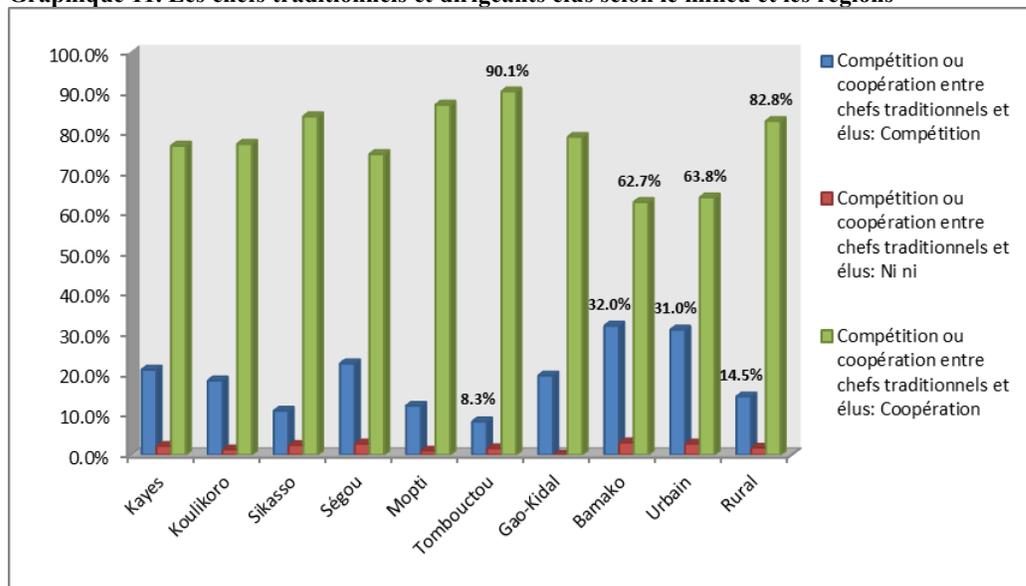
*Affirmation 1: Les chefs traditionnels ont une meilleure compréhension des problèmes politiques que les gens ordinaires; ils devraient donner des consignes de vote aux gens.*

*Affirmation 2: Les chefs traditionnels devraient rester en-dehors de la politique et laisser les gens décider eux-mêmes de comment voter.*

### **3.2. Chefs coutumiers et dirigeants élus**

Dans toutes les régions du Mali (63% - 90%) et selon le milieu (rural, 83% et urbain, 64%), les sondés voudraient que les chefs traditionnels travaillent plutôt en coopération avec les dirigeants élus pour faire avancer les choses. C’est dans le milieu urbain (31%) et particulièrement à Bamako (32%) qu’il y a plus de répondants qui affirment que les chefs traditionnels sont plutôt en compétition avec les dirigeants pour les ressources, le pouvoir et l’influence.

**Graphique 11. Les chefs traditionnels et dirigeants élus selon le milieu et les régions**



Question posée aux répondants. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? Choisissez l’Affirmation 1 ou l’Affirmation 2.

*Affirmation 1: Les chefs traditionnels sont plutôt en compétition avec les dirigeants élus pour les ressources, le pouvoir et l’influence.*

*Affirmation 2: Les chefs traditionnels travaillent plutôt en coopération avec les dirigeants élus pour faire avancer les choses.*

### 3.3. Chefs coutumiers et démocratie

Du fait du poids des traditions et de leur influence morale sur les populations, la chefferie traditionnelle continue à jouer un rôle politique non négligeable de nos jours dans la majorité des Etats africains, notamment en tant qu’instance de pouvoir de proximité dans les zones dites rurales.

**Tableau 3. Les chefs traditionnels et la démocratie par région, milieu et pauvreté vécue**

		Les chefs traditionnels renforcent ou affaiblissent la démocratie			
		Affaiblir	Ni ni	Renforcer	NSP
Région	Kayes	5,7%	17,1%	76,5%	0,7%
	Koulikoro	12,7%	17,4%	67,5%	2,5%
	Sikasso	6,0%	23,3%	70,7%	0,0%
	Ségou	12,8%	27,7%	59,5%	0,0%
	Mopti	8,1%	31,8%	58,0%	2,0%
	Tombouctou	9,2%	25,7%	65,1%	0,0%
	Gao-Kidal	11,5%	27,1%	61,4%	0,0%
	Bamako	12,8%	35,1%	48,9%	3,2%
Milieu	Urbain	14,2%	32,2%	51,4%	2,2%
	Rural	8,2%	22,9%	68,0%	0,9%
Pauvreté vécue	Pas de pauvreté	8,9%	45,0%	44,2%	1,9%
	Faible pauvreté	5,1%	26,0%	68,2%	0,7%
	Pauvreté modérée	15,8%	20,7%	61,9%	1,5%
	Pauvreté élevée	8,4%	26,6%	63,6%	1,5%
<b>Total</b>		<b>9,8%</b>	<b>25,3%</b>	<b>63,6%</b>	<b>1,2%</b>

*Question posée aux répondants. Certaines personnes pensent que puisque les chefs traditionnels ne sont pas élus, ils sont mauvais pour la démocratie, mais d'autres au contraire pensent qu'ils peuvent mieux faire fonctionner la démocratie. Et vous? Pensez-vous que les chefs traditionnels renforcent la démocratie, l'affaiblissent, ou ne font aucune différence?*

Dans tout le pays, plus de 6 maliens sur 10 pensent que les chefs traditionnels renforcent la démocratie contre près de 1 malien sur 10 à penser le contraire. Ils sont près de 7 sur 10 en milieu rural à dire que les chefs traditionnels peuvent bien renforcer la démocratie contre plus de 5 sur 10 en milieu urbain.

## Conclusion

La tradition et les connaissances sont également considérées comme les principaux piliers du développement, la subsistance des communautés et qu'aucune société ne peut progresser en l'absence des deux.

Peu importe si les autorités traditionnelles ont un impact positif ou négatif dans la gouvernance locale, le constat est qu'elles sont importantes dans la gestion publique locale, ce qui est suffisant pour y prêter une attention particulière.

Pour une amélioration de la décentralisation, une augmentation de confiance dans les relations entre l'État, les élus et la société et pour une meilleure gestion publique par les citoyens, il faut créer un lien solide des réalités coutumières aux institutions modernes. Plus précisément, la valorisation du statut légal actuel de certaines autorités traditionnelles et la possibilité de leur intégration aux conseils communaux.

Dans la phase actuelle de sortie de crise au Mali, un renforcement potentiel du rôle des autorités traditionnelles et religieuses dans la gestion publique et la réconciliation doit être bien analysé, localité par localité, en adoptant une approche sensible aux conflits, la résolution des conflits sociaux étant considérée comme le rôle principal des chefs traditionnels.

De plus, il faut des échanges réguliers sur les diverses réflexions et expériences concernant la gouvernance hybride avec tous les partenaires nationaux (ministères, ONG, conseils régionaux et de cercle et associations) et avec les autres parties prenantes au Mali cela est aussi essentiel pour le renforcement de la gouvernance locale à l'avenir.

## **Références bibliographiques**

**Massa Coulibaly, François Koné (2011)**, Démocratie et attachement aux institutions traditionnelles au Mali, [Microsoft Word - Art\\_38\\_1.doc \(greatmali.net\)](#)

**Yamadou Camara (2021)**, La chefferie traditionnelle au Mali: 1930 – 1990 [La chefferie traditionnelle au Mali: 1930 – 1990 – Miriblon](#)

**SDC/IDS/Helvetas/Swisspeace (2015)**, Etude de cas 4: autorités traditionnelles et religieuses dans la gouvernance locale au Mali

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle "***Les GREAT Cahiers***", il entend:

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement.

Ce sont:

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à "***Les GREAT Cahiers***" pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.